Auch, le 17 novembre 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Finances départementales : Philippe Dupouy porte l'urgence financière des Départements et demande des engagements concrets au Gouvernement

Le Président du Département du Gers, Philippe Dupouy, a été reçu lundi soir à Matignon par le Premier ministre, aux côtés de l'ensemble des Présidents de Département.

Cette rencontre, attendue après l'absence du Premier ministre aux dernières Assises de Départements de France, a permis de renouer le dialogue avec le Gouvernement et de porter directement les préoccupations des Départements, confrontés à une situation financière toujours plus difficile.

Une situation financière qui ne peut plus attendre.

Le projet de budget pour 2027 prévoit un effort supplémentaire estimé à 1,9 milliard d'euros pour les Départements, alors même que leurs dépenses de solidarité continuent de progresser fortement. Pour le Département du Gers, cet impact se traduirait par une perte entre 7,5 et 9 millions d'euros sur son budget 2027.

Derrière ces difficultés financières, ce sont des politiques publiques essentielles qui sont directement concernées : protéger les enfants en danger, accompagner les familles en situation de précarité, permettre aux personnes âgées de vivre dignement chez elles, favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap, mais aussi entretenir les routes, faire vivre les collèges et soutenir les services départementaux d'incendie et de secours.

Pour Philippe Dupouy, les Départements ne peuvent pas être une variable d'ajustement du redressement des finances publiques.

« Les Départements, ce sont les solidarités du quotidien : la protection de l'enfance, l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, l'insertion, les collèges, les routes, les secours… Ce sont des services publics essentiels, partout dans nos territoires. Or, nos finances sont fragilisées depuis plusieurs années et le projet de budget 2027 prévoit encore un effort important demandé aux Départements. »

Trois priorités pour 2027.

À Matignon, le Groupe de gauche de Départements de France a rappelé les trois revendications prioritaires formulées dans une lettre ouverte au Premier ministre : exonérer les Départements de la

contribution progressive à l'équilibre des finances publiques, porter le fonds de sauvegarde à 600 millions d'euros, afin de soutenir les Départements les plus fragiles et affecter directement aux Départements les 200 millions d'euros supplémentaires de TSCA destinés au financement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Ces trois mesures constituent, pour le Groupe de gauche, des réponses indispensables à apporter dès 2027 pour préserver la capacité d'action des Départements.

« Avec mes collègues présidents de gauche, nous avons donc porté trois demandes : pas de nouvelles ponctions sur les Départements, un renforcement de la solidarité financière et des moyens supplémentaires pour nos sapeurs-pompiers. »

Des ouvertures qui doivent maintenant se traduire en actes.

À l'issue de la rencontre, Philippe Dupouy reconnaît des ouvertures sur plusieurs sujets, qui témoignent d'une volonté de dialogue retrouvée.

Mais cette rencontre ne peut constituer qu'une étape. Les échanges doivent désormais déboucher sur des décisions concrètes, précises et à la hauteur des difficultés rencontrées par les Départements.

« Nous avons été entendus, mais nous attendons maintenant des actes. Les Départements sont en première ligne pour protéger les plus fragiles et faire vivre les services publics dans tous les territoires. Nous ne pouvons pas nous contenter de bonnes intentions : il faut des décisions pour 2027. »

Réformer durablement les finances départementales.

Au-delà des mesures d'urgence nécessaires pour 2027, Philippe Dupouy et le Groupe de gauche réaffirment la nécessité d'une réforme structurelle des finances départementales.

Elle doit permettre de garantir aux Départements des ressources pérennes et dynamiques, une meilleure compensation des allocations individuelles de solidarité et une véritable autonomie financière.

« La question n'est pas seulement de passer le cap de 2027. Il faut revoir durablement le financement des Départements pour qu'ils puissent continuer à répondre aux besoins des Français et préparer l'avenir de leurs territoires. »

La rencontre de Matignon doit désormais produire des résultats. C'est à cette condition que les Départements pourront continuer à assurer pleinement leur mission de solidarité et de proximité auprès de millions de Français.